

CONFERENCE SOUS-REGIONAL SUR LES MUTILATIONS GENITALES FEMININES

Pour un consensus politique et religieux sur l'abandon des Mutilation Génitales Féminines

Discours de

Emma Bonino

Madame la Première Dame,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et messieurs les Parlementaires,
Chers collègues et Amis,

Avant d'entrer dans le vif du sujet et de laisser libre court aux intervenants, j'aimerais revenir un peu en arrière. Il y a 2 ans environ – c'était du 21 au 23 juin 2003 – beaucoup d'entre nous étaient réunis au Caire pour la Conférence d'Experts sur la lutte contre les MGF, qui réunissait les représentants gouvernementaux, des parlements et de la société civile de 28 pays africains et arabes affectés par les MGF. La déclaration pour la "Tolérance Zéro pour les MGF" était rendue publique par le Comité Interafricain et signée par des Premières Dames africaines et de nombreuses autres personnalités internationales. Quelques mois plus tard, le Protocole de Maputo était adopté par 53 Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union Africaine. Depuis, 33 pays l'ont signé, marquant ainsi leur volonté de se plier aux recommandations du Protocole et leur engagement à éliminer de leurs législations toute loi discriminatoire envers les Femmes. Mais 6 seulement l'ont ratifié.

Il y a quelques jours, Djibouti a ratifié à son tour le Protocole de Maputo. Nous nous en réjouissons à plus d'un titre. Car si cette ratification est une pierre de plus apportée à notre édifice, elle représente également un signal d'espoir puissant, Djibouti étant le premier pays affecté par une tradition massive des MGF à ratifier ce Protocole. Je ne peux que témoigner ma reconnaissance au Gouvernement de Djibouti, pour nous accueillir aujourd'hui, mais aussi pour cette lutte acharnée qu'il mène depuis 10 déjà contre les MGF.

Alors oui, les choses évoluent. Elles évoluent rapidement. Mais autant de chemin parcouru, en si peu de temps, ne doit pas occulter notre destination finale. Ce serait une erreur de penser que la partie est gagnée. Les études les plus récentes suffisent à mesurer l'immensité qu'il nous reste à parcourir. Rien qu'ici, à Djibouti – et malgré une lutte engagée de longue date – les mutilations concernent toujours plus de 90% des femmes, représentant toujours la première cause de mortalité maternelle.

Mais ce ne serait pas honnête de ne pas noter les avancées réalisées ces dernières années. Ce ne serait pas rendre hommage à tous les acteurs gouvernementaux, et associatifs, tous les anonymes de la société civile qui oeuvrent au quotidien. Surtout, ce serait minimiser la formidable opportunité que représente une conférence comme celle-ci. Car nous devons en être certains, l'époque de l'impunité et de l'ignorance est aujourd'hui révolue. Certes, la guerre contre les MGF ne s'arrêtera pas avec cette Conférence. Au contraire, le combat commence peut-être réellement aujourd'hui. Parce que maintenant, nous disposons d'armes efficaces. Nous nous sommes enfin dotés d'instruments pertinents à opposer aux vieilles tentatives de justification des MGF. A ceux qui voudraient encore relier les MGF à la religion, nous pouvons répondre par le consensus religieux brandi ici comme objectif et qui rejette en masse ces pratiques barbares. A ceux qui nous parleront de traditions, nous brandirons le spectre de l'illégalité et ce, au niveau international, grâce au Protocole de Maputo.

Reste maintenant à relayer ces prises de position. Concrétiser toujours plus les progrès au plus près du problème, sur le terrain. Car toute bonne volonté politique soit-elle, l'état des choses n'évoluera qu'avec une vraie implication des populations et de leurs acteurs du quotidien, militants engagés ou anonymes. Pour que les fillettes d'aujourd'hui deviennent des mères responsables, éduquées aux risques des mutilations et des autres pratiques nuisibles. Relayer aussi dans d'autres pays, où l'on constate déjà des avancées, comme en Ouganda (suite notamment à la Conférence de Nairobi), au Bénin, au Ghana et bientôt, nous l'espérons au Mali, où devrait se tenir prochainement une nouvelle Conférence contre les MGF.

Avant de laisser ma place à Madame la Première Dame de Djibouti, j'aimerais adresser quelques sincères remerciements. A commencer justement par Madame Kadra Mahamoud Haid, Première Dame de Djibouti qui, par son engagement personnel et sa présence aujourd'hui, honore cette conférence de son parrainage. Tous mes remerciements et ma reconnaissance vont à tous les ministres, à leurs équipes et à tous les acteurs locaux qui ont permis cette ratification. Merci aux organisateurs de cette conférence, qui nous ont réunis ici : le gouvernement de Djibouti – et en particulier le « programme Santé Reproductive » du Ministère de la Santé et l'équipe de No Peace Without Justice qui ont su unir leurs forces pour que cette conférence ait lieu. Merci à nos généreux partenaires et sponsors : l'Unicef, l'UNFPA, CIDA-GESP, USAID, TOSTAN, la Coopération Italienne, la Coopération Française, la Banque Mondiale, l'OMS, l'UNFD, Djibouti Telecom et Ethiopian Airlines, sans oublier notre sponsor de dernière minute, le gouvernement hollandais, qui nous a offert ces derniers jours une contribution significative. Nous n'avons malheureusement pas pu l'insérer dans nos documents, qu'il soit chaleureusement remercié ici.

Et bien sur, merci à vous tous qui avez répondu présent et qui, j'en suis convaincue, feront de cette conférence un moment capital dans notre lutte contre les MGF. Pour que, demain, les mutilations génitales se conjuguent exclusivement au passé. Merci.